www.iledefrance.fr

îledeFrance

la Région

JUSTICE, INTERGÉNÉRATIONNELLE, RELATIONS NORD-SUD, DÉVELOPPEMENT, DETTE, DÉCHETS, RESSOURCES, INÉGALITÉS, ENVIRONNEMENT, EXPLOITATION, DOMMAGES ÉCOLOGIQUES, CONTRAT, BIENS PUBLICS MONDIAUX, MONÉTARISATION

COLLOQUE INTERNATIONAL
7 NOV. 2011
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
57, RUE DE BABYLONE
75007 PARIS

dette ÉCOLOGIQUE ?

SciencesPo. | Chaire Développement durable

IDDRI
SciencesPo.

PROGRAMME

8H30 – 9H00 Accueil des participants, café d'accueil

9H00 – 9H15 **INTRODUCTION**

- **Jean-Paul Huchon**, président du Conseil régional d'Île-de-France
- **Laurence Tubiana**, directrice de la Chaire développement durable-Sciences Po et de l'Iddri

9H15 – 11H15 **SESSION 1**

L'ÉMERGENCE DU CONCEPT DE DETTE ÉCOLOGIQUE

Alors que le thème de la dette écologique est de plus en plus mobilisé, il convient de revenir sur son histoire et les différentes définitions proposées. Cette première session permettra ainsi de poser les termes du débat en donnant des éléments historiques et théoriques sur l'émergence du concept de dette écologique ainsi qu'une critique.

- **Jean Gadrey**, professeur (Université Lille-1, France)
- **Olivier Godard**, professeur (École Polytechnique, France)

Présentations suivies d'une table ronde en présence de :

- **Andrew Simms**, chercheur (The New Economics Foundation, Royaume-Uni)
- **Leida Rijnhout**, directrice exécutive (ANPED, Belgique)

Modération : Antoine de Ravignan (Rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives internationales* et journaliste à *Alternatives économiques*)

11H15 – 11H35 Pause café

11H35 – 13H00 **SESSION 2**

OPÉRATIONNALITÉ DU CONCEPT DE DETTE ÉCOLOGIQUE

Cette deuxième session abordera les questions relatives à l'opérationnalité de la dette écologique. Ce concept a-t-il déjà été appliqué ? Est-il économiquement applicable ? La science économique propose-t-elle des outils de mesure et de mise en œuvre pour son application ? Le cas échéant, est-ce compatible avec le bon fonctionnement de l'économie ?

- **Olivier Deleuze**, membre du gouvernement fédéral belge de 1999 à 2003 (Belgique)
- **Esperanza Martinez**, coordinatrice (Oilwatch sudamerica), membre (Acción Ecológica) (Équateur)
- **Michel Rocard**, ancien Premier ministre, ambassadeur de France chargé des négociations internationales relatives aux pôles Arctique et Antarctique (France)
- **Laurence Tubiana**, directrice (Iddri et Chaire Développement durable-Sciences Po, France)

Modération : Laurence Caramel (journaliste, *Le Monde*)

13H00 – 14H30 Déjeuner (offert par le Conseil régional d'Île-de-France)

14H30 – 16H00 **SESSION 3**

ATELIERS PARALLÈLES (LIRE CI-CONTRE)

16H00 – 16H30 Pause café

16H30 – 18H00 **SESSION 4**

TABLE RONDE FINALE

Sur la base des débats de la journée, les représentants des principaux groupes politiques de la Région Île-de-France discuteront de l'utilité d'inscrire le concept de dette écologique dans leurs politiques.

- **Guillaume Balas**, président du groupe Parti socialiste au Conseil régional d'Île-de-France
- **Marie-Pierre Badré**, conseillère régionale d'Île-de-France, groupe Majorité présidentielle
- **Cécile Duflot**, présidente du groupe Europe Écologie Les Verts au Conseil régional d'Île-de-France
- **Gabriel Massou**, président du groupe Front de Gauche au Conseil régional d'Île-de-France

Modération : Ruth Stegassi (journaliste, France Culture)

18H00 – 18H15 **CONCLUSION**

- **Philippe Kaltenbach**, vice-président de la Région Île-de-France, chargé des affaires internationales et européennes, sénateur des Hauts-de-Seine

18H15 **COCKTAIL DE CLÔTURE**

ATELIER 1 : LA DETTE ÉCOLOGIQUE, OUTIL AU SERVICE D'UNE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ?

Ne faut-il pas se concentrer sur les politiques à mettre en œuvre plutôt que sur l'attribution des responsabilités ? Cet atelier permettra de discuter le concept de dette écologique au regard d'une justice environnementale et de proposer des solutions pour réduire les inégalités environnementales, qu'elles soient entre régions ou entre populations d'une même région.

- **Eloi Laurent**, économiste senior et conseiller scientifique (OFCE), professeur (MPA de Sciences Po et Stanford University) (France)
- **William Bourdon**, avocat et président fondateur (Sherpa, France)
- **Thierry Ngosso**, doctorant (Université catholique de Louvain, Belgique)

Modération : Jacques Picard, conseiller régional d'Île-de-France

Atelier en Français

ATELIER 2 : PAYS DU SUD ET DETTE ÉCOLOGIQUE

La dette écologique ne concerne-t-elle que les relations Nord-Sud, ou également les relations entre pays émergents et pays en voie de développement, voire les situations internes aux pays en voie de développement ? Cet atelier fera le point sur la pertinence du concept de dette écologique comme outil pour dépasser les relations Nord-Sud et intégrer les relations Sud-Sud, en particulier l'extension des politiques d'extraction des ressources dans les pays en développement mises en place par les pays émergents.

- **Kathryn Hochstetler**, professeur (Balsillie School of International Affairs, University of Waterloo, Canada)
- **Jose Augusto Padua**, professeur d'histoire environnementale, docteur en sciences politiques, (Université fédérale de Rio de Janeiro, Brésil)
- **Leida Rijnhout**, directrice exécutive (ANPED-The Northern Alliance for Sustainability, Belgique)

Modération : Grégoire Chertok, conseiller régional d'Île-de-France

Atelier en anglais

ATELIER 3 : DETTE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La question de la dette intergénérationnelle devient cruciale au sein même des pays et entre les pays. Dans quelle mesure le concept de dette écologique permet-il ainsi de modifier nos pratiques de développement et de favoriser une meilleure prise en compte des besoins de tous ?

- **Andrew Simms**, chercheur (The New Economics Foundation, Royaume-Uni)
- **Olivier Deleuze**, membre du gouvernement fédéral belge de 1999 à 2003 (Belgique)
- **Daniel Joutard**, fondateur et dirigeant (Ainy, France)
- **José Gaillou**, conseiller régional de la Guyane, membre fondateur du Parc naturel régional de Guyane et du Parc amazonien de Guyane (France)

Modération : Roberto Romero, conseiller régional d'Île-de-France

Atelier en anglais – traduction simultanée en français

ATELIER 4 : DETTE ET AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Le développement durable et l'approche par les biens publics mondiaux ont permis de repenser l'aide publique au développement. Par ailleurs, la crise de la dette des pays les moins avancés a en partie été prise en compte par les grands bailleurs de fonds. Dans quelle mesure le concept de dette écologique est-il un moyen de poursuivre cette réforme de l'aide publique au développement ?

- **Denis Loyer**, ancien conseiller climat de l'AFD (France)
- **Luc Mukendi**, coordinateur (CADTM, Congo)
- **Pape Ahmet Keita**, président de la commission environnement du Conseil régional de Dakar (Sénégal)

Modération : Clément Ortega-Pelletier, conseiller régional d'Île-de-France

Atelier en Français

Inscription en ligne
sur le site de l'Iddri
www.iddri.org

Marie-Pierre Badré est conseillère régionale d'Île-de-France (groupe Majorité présidentielle) et adjointe au maire de Couilly-Pont-Aux-Dames depuis mars 2008. Elle est membre de la Commission de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative, et de la Commission des affaires internationales et européennes. Elle est également membre de l'Observatoire régional des déchets d'Île-de-France.

Guillaume Balas est professeur d'histoire-géographie à Enghien (Val d'Oise). Il a été secrétaire de section du IXe arrondissement de Paris de 2000 à 2005, et il est conseiller régional depuis 2004. Guillaume Balas a été élu président du Groupe socialiste au Conseil régional d'Île-de-France en mars 2010, au lendemain de la victoire des listes de Jean-Paul Huchon aux élections régionales.

William Bourdon est avocat français et membre du Barreau de Paris depuis 1980, est spécialisé dans la défense des droits de l'homme, le droit pénal des affaires, le droit international public, le droit pénal international, le droit des affaires, la propriété intellectuelle – et plus précisément le droit de la presse et de l'industrie cinématographique –, ainsi que dans les problématiques liées à la mondialisation. De 1995 à 2000, William Bourdon a été secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'Homme. Il crée l'association Sherpa en 2001, réunissant des experts spécialisés dans de nombreux domaines touchant au droit international, afin de réfléchir aux méthodes et aux procédures nécessaires à la traduction en justice des criminels financiers et environnementaux, ainsi que pour garantir l'indemnisation de leurs victimes. William Bourdon a écrit plusieurs articles et ouvrages consacrés aux droits de l'Homme, à la justice internationale (dont *La Cour pénale internationale, Le statut de Rome*, en 2000), au droit pénal des affaires et aux enjeux de la mondialisation. Son dernier livre, intitulé *Face aux crimes du marché – Quelles armes juridiques pour les citoyens ?*, a été publié en 2009.

Olivier Deleuze est ingénieur agronome de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il a travaillé dans différentes organisations non gouvernementales (Inter Environnement Bruxelles, Atelier de recherches et d'actions urbaines, Collectif d'échanges pour la technologie appropriée) avant d'être élu pour plusieurs mandats successifs à la Chambre des représentants. Olivier Deleuze a été directeur de Greenpeace Belgique de 1989 à 1995 et président de Greenpeace France. Il a également travaillé comme ingénieur dans un bureau d'études pour la dépollution de l'air dans l'industrie. De 1999 à 2003, Olivier Deleuze a été membre du gouvernement fédéral comme secrétaire d'État à l'énergie et au développement durable. Il a ensuite été directeur au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 2010. Cette même année, il a été réélu à la Chambre des représentants, comme chef du groupe parlementaire des députés écologistes.

Cécile Duflot est la secrétaire nationale d'Europe Écologie – Les Verts. Urbaniste de profession, elle est diplômée de l'ESSEC et titulaire d'un DEA de géographie. Porte parole des Verts dès janvier 2005, elle a été élue secrétaire nationale en 2006, puis reconduite en 2008 et 2011. Au sein de son parti, elle a œuvré en faveur de l'ouverture et du rassemblement des écologistes. Le succès de cette stratégie de rassemblement a abouti en novembre 2010 à la création d'Europe Écologie – Les Verts. Cécile Duflot a conduit la liste EELV aux élections régionales de 2010 en Île-de-France et préside le groupe des 51 élus écologistes au sein de l'assemblée régionale.

Jean Gadrey est professeur honoraire d'économie à l'université de Lille I. Son principal domaine de recherche a été celui de la socio-économie des activités de services. Il a sur ces questions publié une vingtaine d'ouvrages, traduits en plusieurs langues. Ces dernières années, il a investi des domaines en partie nouveaux : les inégalités, objet d'un essai paru en 2006 et les « nouveaux indicateurs de richesse », titre d'un livre publié par La Découverte en 2005 et réédité en 2007 (avec Florence Jany-Catrice). Son dernier livre paru s'intitule *Adieu à la croissance* (Les Petits Matins/Alternatives économiques, 2010). Il a fait partie en 2008-2009 de la Commission internationale Stiglitz-Sen chargée de définir de nouvelles mesures du progrès

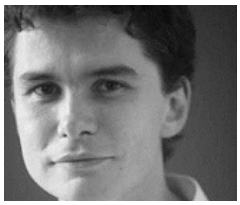
économique, social et environnemental. Il collabore avec le mensuel *Alternatives économiques*, dont le site accueille son blog.

José Gaillou est l'ancien président du Parc naturel régional de Guyane et l'ancien co-président du COPIL de la Mission pour la création du Parc amazonien de Guyane (PAG). Il a mis en place l'Agenda 21 de la Région, le Plan énergétique régional, le Schéma régional de la recherche et de l'enseignement supérieur, le Schéma d'élimination des déchets dangereux, et la stratégie de développement local. Il est chevalier de l'Ordre national du Mérite, conseiller régional de Guyane, secrétaire régional de Guyane Écologie, et a été 2e vice-président de la Région de 2004 à 2010.

Olivier Godard est directeur de recherche au CNRS depuis 1979, et professeur à l'École Polytechnique – ParisTech (Paris) depuis 1998, ainsi qu'à l'université Paris-Dauphine (depuis 2010), où il enseigne en masters liés à l'économie de l'environnement et à l'action collective. C'est en 1973 qu'il a débuté son activité de recherche consacrée à l'étude des interactions entre l'environnement et le développement, d'abord en collaborant avec le Cired, une unité mixte du CNRS et de l'EHESS, à Paris, de 1973 à 1998, qu'il a quitté pour le Laboratoire d'économétrie, une unité mixte du CNRS et de l'École polytechnique, où il exerce actuellement.
Parmi ses domaines de recherche les plus récents, on peut citer la théorie du développement durable, les caractéristiques et les principes de la prise de décision publique en situation d'incertitude et de controverse, le principe de précaution (questions environnementales, sécurité alimentaire), l'expertise scientifique en situation d'incertitude, les instruments économiques des politiques environnementales (impôts et permis négociables), les processus publiques et les ordres de justification dans le domaine de l'environnement, ainsi que la justice intergénérationnelle et internationale dans le contexte du changement climatique.

Kathryn Hochstetler est directrice de la chaire Gouvernance des Amériques à la Balsillie School of International Affairs, et professeur de sciences politiques à l'université de Waterloo (Canada). Elle a publié de nombreux articles sur les politiques environnementales, la société civile et la démocratie au Brésil, les conférences des Nations unies et le Mercosur. Son ouvrage le plus récent, *Greening Brazil: Environmental Activism in State and Society* (Duke University Press, 2007, avec Margaret Keck), a notamment été primé. Elle a reçu une bourse du département Sciences sociales et humanités du Conseil de recherches du Canada pour mener une étude sur trois ans sur la participation du Brésil et de l'Afrique du sud à la constitution d'un nouveau système climatique international, ainsi que sur leurs efforts pour mettre en œuvre les accords internationaux à travers des projets nationaux de nouvelles énergies.

Jean-Paul Huchon est président du Conseil régional d'Île-de-France depuis 1998, réélu en mars 2010. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration, il est administrateur civil à la direction du Budget du ministère des Finances. En 1981, il devient directeur de cabinet de Michel Rocard au ministère du Plan (1981-1983), de l'Agriculture (1983-1985) et à Matignon (1988 à 1991). De 1985 à 1986, il est directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, puis conseiller du président. De 1992 à 1994, il est directeur général puis conseiller du président de Pinault Printemps. Membre du Parti socialiste, il a été maire de Conflans-Sainte-Honorine de 1994 à 2001. Il est président du Syndicat des transports d'Île-de-France depuis 2006, et président de l'association des grandes métropoles mondiales Métropolis depuis 2006. Il est notamment l'auteur de *Jours tranquilles à Matignon*, *Ceux qui aiment ne peuvent perdre* et *De battre ma gauche s'est arrêtée.*



Daniel Joutard a partagé son temps pendant huit ans entre l'Amérique latine, où il a travaillé avec les peuples autochtones au sein de projets de développement, et Paris, où il a débuté, à la sortie de l'ESSEC, une carrière de consultant en stratégie. Daniel a été fortement impressionné par la modernité des connaissances et de la culture des peuples qu'il accompagnait. En 2006, Daniel Joutard a créé AÏNY, une marque de soins cosmé-

tiques ; dans ce cadre, il a développé une approche innovante de l'accès à la biodiversité et aux savoirs traditionnels. Il collabore avec l'administration péruvienne et avec des ONG à l'élaboration d'alternatives à la biopiraterie.

Philippe Kaltenbach est vice-président de la Région Île-de-France en charge des affaires européennes et internationales (2010), sénateur des Hauts-de-Seine (2011) et maire de Clamart (2001). Au cours de sa carrière professionnelle, il a été successivement attaché parlementaire de Philippe Bassine, député des Hauts-de-Seine (de 1990 à 1992), chargé de mission au cabinet d'Emile Zuccarelli, ministre des Postes et Télécommunications (de 1992 à 1993), collaborateur de Jean Poperen, ancien ministre (entre 1994 et1996), administrateur à la direction de l'Agence nationale pour l'emploi (direction générale des ressources humaines -en 1997), chargé de mission à la Délégation générale de l'emploi (2000). Parmi ses fonctions électives, il est aussi vice-président de l'Association des maires des Hauts-de-Seine et président de la Communauté d'agglomération Sud de Seine (janvier 2005) regroupant les communes de Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses et Malakoff.

Papa Ameth Keita est aménagiste de formation, titulaire d'un DESS en aménagement du territoire, décentralisation et développement territorial. Depuis 2001, il s'occupe de projets urbains. Il a notamment travaillé sur plusieurs études de restructuration et de régularisation foncière dans les villages traditionnels de Ouakam, Grand Médine, Tivaouane, Pikine Irrégulier Sud, et sur le projet de mitigation des inondations de Djiddah Thiaroye Kao au Sénégal. Il a participé à plusieurs séminaires et ateliers de formation sur l'urbain, notamment sur la restructuration et les quartiers précaires au Sénégal, au Cameroun et en Suisse. Il est actuellement directeur adjoint du bureau d'études Ingesahel à Dakar, et adjoint au maire de Guédiawaye, où il s'occupe de projets d'infrastructures intercommunaux. Conseiller régional depuis 2009, il préside la Commission environnement, aménagement du territoire, domaines, urbanisme et habitat.

Éloi Laurent est économiste senior et conseiller scientifique à l'OFCE (Centre de recherche en économie de Sciences Po). Il dirige la filière Multi-Level Economic Governance du Master of Public Affairs de Sciences Po, et enseigne également à Stanford University (Bing Overseas Studies) et au Collège des hautes études européennes (La Sorbonne). Attaché parlementaire à l'Assemblée nationale (1999-2000), puis collaborateur au cabinet du Premier ministre (2000-2002), il a été chercheur invité à Columbia University (2002, 2004 et 2007), New York University (2003) et au Centre d'études européennes de l'université d'Harvard (2005-2006 et 2008-2009). Il a également été professeur invité à l'université de Montréal (2010) et à Stanford (2011). Docteur en économie, il est diplômé de Paris IX-Dauphine et de Sciences Po (*summa cum laude*). Il a notamment co-écrit avec Jean-Paul Fitoussi *La Nouvelle Écologie politique* (Le Seuil, La République des idées, 2008), et écrit *Social-écologie* (2011, Flammarion) et dirigé *Économie du développement soutenable* (OFCE, 2011).

Denis Loyer est ingénieur agronome et halieute. Il a travaillé pendant 30 ans à l'Agence française de développement (AFD), en Afrique, à Madagascar et aux Caraïbes, puis il a créé le service environnement et ressources naturelles de l'AFD en 2002. Dans cette fonction, il a développé les premiers partenariats de l'AFD avec des ONG françaises et internationales avant de devenir le directeur adjoint du département technique des opérations de l'AFD en 2007, puis le conseiller climat de la direction générale de l'AFD en 2010. Denis Loyer s'est beaucoup investi dans le développement des engagements de l'AFD en matière de lutte contre le changement climatique. Il a participé activement à l'équipe française de négociation climat dirigée par l'Ambassadeur Brice Lalonde. Denis Loyer est président de l'ATIBT (Association technique internationale des bois tropicaux) et enseignant à la Paris School of International Affairs (PSIA, Sciences Po).

Esperanza Martinez est biologiste de formation et titulaire d'un master en audit environnemental. Ancienne présidente et fondatrice d'Acción Ecológica et du réseau Oilwatch, elle est actuellement coordinatrice de la campagne amazonienne « Pour la vie » (*Por la vida*), qui porte notamment le projet « Yasuni dépend de toi » (*El Yasuni depende de ti*). Esperanza Martinez est également

coordinatrice d'Oilwatch Amérique du Sud, qui encourage les autres pays amazoniens à une bonne gestion des ressources naturelles, et notamment de leur sous-sol et ressources pétrolières. Elle a par ailleurs accompagné le cas Texaco en Équateur, et a travaillé sur l'initiative Yasuni depuis ses débuts. Esperanza Martinez a travaillé à l'Assemblée constituante d'Équateur en 2008, et milite pour les droits de la nature.

Gabriel Massou est président du groupe Front de gauche, Parti communiste français, Gauche unitaire et Alternative citoyenne au Conseil régional d'Île-de-France. Il entre en 1971 à l'École normale supérieure de Cachan, où il passe la maîtrise et l'agrégation de mécanique. Il adhère au Parti communiste français en 1972. Nommé en 1975 au lycée technique Vauban à Courbevoie, il devient responsable local du PCF en 1976 et est élu conseiller municipal en 1978. En 1998, il est élu conseiller régional d'Île-de-France. Membre du Groupe communiste, il y préside la commission transport de 1998 à 2004. Il est réélu conseiller régional aux élections régionales de 2004, sur la liste « Gauche populaire et citoyenne ». Il est alors élu président du Groupe communiste, Alternative citoyenne, Républicain et Parti de gauche (CACRPG). Réélu aux élections régionales de 2010 sur la liste « Ensemble pour une région solidaire, écologique et citoyenne », il est élu président du groupe Front de gauche, Parti communiste français, Gauche unitaire et Alternative citoyenne. Il est aussi président de la Commission *ad hoc* « suivi du Grand Paris » et vice-président chargé de l'international au Comité régional du tourisme.

Luc Mukendi dispose d'une formation d'ingénieur civil de l'université de Lubumbashi (RD Congo), et il est chargé de cours dans deux instituts supérieurs techniques de la ville de Lubumbashi. Activiste altermondialiste et militant au CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, ONG belge), il a été plusieurs fois orateurs au Forum social mondial (Nairobi, 2007 ; Brésil, 2009 ; Dakar ; 2011), au séminaire international du CADTM au Sénat belge, au Forum des peuples au Mali, à la conférence d'Europe dette (EURODAD) à Barcelone, ainsi qu'au Forum social congolais. Il a participé à l'écriture du livre *Carnet de voyage dans la planète altermondialiste, de Nairobi au Kenya à Dakar en passant par Belém au Brésil*. Il est également l'auteur et co-auteur de plusieurs articles (www.Cadtm.org).

Thierry Ngosso a étudié la philosophie et les droits de l'Homme à l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC) et à l'université de Yaoundé, où il a obtenu en 2009 un DEA en philosophie morale et politique. Il prépare une thèse sur l'éthique des affaires, et plus particulièrement la responsabilité sociale des entreprises, à l'Université catholique de Louvain, sous la co-direction des professeurs Axel Gosseries (UCL) et Ernest Mbonda (UCAC). Dans le cadre de sa recherche, Thierry Ngosso s'interroge plus spécifiquement sur la place de l'efficacité économique dans les théories de la justice, la pertinence de l'éthique dans un contexte de concurrence économique, la neutralité de l'entreprise ou la gestion de la diversité culturelle au sein des entreprises, les responsabilités des multinationales face à des droits spécifiques comme le droit à l'alimentation, le droit à la santé ou encore le droit au développement.

José Augusto Padua est professeur d'histoire environnementale brésilienne à l'Institut d'histoire (Université fédérale de Rio de Janeiro), où il co-dirige également le Laboratoire d'histoire et d'écologie. Depuis 2011, il est président de l'Association brésilienne des études supérieures sur l'environnement et la société (ANPPAS). De 1997 à 2005, il a été l'un des organisateurs du projet « durabilité et démocratie au Brésil », et, de 1991 à 1996, il a coordonné la campagne « Forêts et biodiversité » de Greenpeace Amérique latine. En tant que spécialiste d'histoire et de politique environnementales, il est intervenu et a donné des cours sur ce sujet dans plus de 38 pays. Son dernier ouvrage, en association avec John McNeill et Mahesh Rangarajan, s'intitule *Environmental History: As If Nature Existed* (Oxford University Press, 2010).

Leida Rijnhout est anthropologue sociale et dispose de plus de 25 ans d'expérience dans la coopération internationale et le développement durable. Elle a travaillé en Amérique Latine, à la fois sur le terrain et au niveau politique, à l'échelon national et international. En tant que directrice exécutive de l'ANPED (Northern Alliance for Sustainability), et représentante d'un groupe d'ONG de l'United Nations Economic Commission for Europe (UNECE), elle suit plus particulièrement les travaux de la commission des Nations unies pour le développement durable, notamment dans le cadre des préparatifs du Sommet Rio+20, et du

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Leida Rijnhout plaide pour une reconnaissance de la dette écologique et de la justice environnementale ; elle est en outre active dans les débats sur « l'après croissance ».

Michel Rocard est diplômé de l'École nationale d'administration (ENA). Il a débuté sa carrière politique en tant que secrétaire national du Parti Socialiste Unifié (PSU, 1967-1973). Il a depuis exercé de nombreuses fonctions politiques et administratives au plus haut niveau : ministre de l'Agriculture (1983-1985), Premier ministre (1988 -1991), Premier secrétaire du Parti socialiste (1993-1994). Il a été plusieurs fois élu député européen. Depuis le 1er avril 2009, il est ambassadeur de France chargé des négociations internationales relatives aux pôles Arctique et Antarctique.

Andrew Simms est auteur, militant et chercheur à la New Economics Foundation (NEF), dont il a été pendant dix ans le directeur des politiques et en charge du programme changement climatique et énergie. Il a été décrit par le journal *New Scientist* comme l'un des « spécialistes de la pensée progressiste engagée ». Il a co-écrit l'ouvrage *Green New Deal*, a créé la campagne climatique onehundredmonths.org sur Internet, et a initié le programme de travail Great Transition de la NEF. Andrew Simms est membre du conseil d'administration de Greenpeace UK et a été l'un des organisateurs de la campagne *Jubilee 2000 Coalition debt relief*. Il est l'auteur de multiples ouvrages, parmi lesquels : *Ecological Debt: Global Warming and the Wealth of Nations (2005)*; *Tescopoly* (2007) *Do Good Lives Have to Cost the Earth?* (2008); *The New Economics: A Bigger Picture* (2009) et *Eminent Corporations: The Rise and Fall of the Great British Corporation (2010).* Il travaille actuellement à la réalisation d'un nouvel ouvrage à paraître en 2012, intitulé *Cancel the Apocalypse.*

Laurence Tubiana est fondatrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) à Paris. Elle suit et participe aux négociations internationales sur le changement climatique, dans lesquelles l'Iddri est fortement impliqué. Elle est également directrice de la Chaire Développement durable de Sciences Po. De mai 2009 à mai 2010, Laurence Tubiana s'est vu confier la mise en place de la nouvelle direction des Biens publics mondiaux du ministère des Affaires étrangères et européennes. Membre du conseil d'administration du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), elle est également membre de l'India Council for Sustainable Development et du China Council for International Cooperation on Environment and Development. De 1997 à 2002, Laurence Tubiana a été chargée de mission sur les questions d'environnement mondial et conseillère pour l'environnement auprès du Premier ministre Lionel Jospin. Elle co-dirige depuis 2007 la publication de l'Annuel du développement durable - *Regards sur la Terre*.

Crédits : Eloi Laurent : Photo Philippe Matsas © Flammarion ; Laurence Tubiana : © Peter Allan / Interlinks Image

IDDRI SciencesPo.

SciencesPo. Paris

Chaire Développement durable

dette ÉCOLOGIQUE ?

Conception graphique A.Chevallier-Photo : Kasia Biel/Fotolia

île de France

Conseil régional d'Ile-de-France
35, boulevard des Inavalides 75007 paris
Tél 01 53 85 53 08 / www.iledefrance.fr

EN PARTENARIAT AVEC

Alternatives Economiques

Le Monde

territoires — Le mensuel de la démocratie locale

france culture

www.iledefrance.fr

îledeFrance

la Région

JUSTICE, INTERGENERATIONAL, NORTH-SOUTH RELATIONS, DEVELOPMENT, DEBT, WASTES, RESOURCES, INEQUALITIES, ENVIRONMENT, EXPLOITATION, ECOLOGICAL DAMAGE, AGREEMENT, GLOBAL PUBLIC GOODS, MONETARY REGULATION

INTERNATIONAL SYMPOSIUM
7 NOV. 2011
CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
57, RUE DE BABYLONE
75007 PARIS

ECOLOGICAL Debt?

SciencesPo. | Chaire Développement durable

IDDRI
SciencesPo.

PROGRAMME

8:30 – 9:00 Welcoming attendees

9:00 – 9:15 **INTRODUCTION**

- **Jean-Paul Huchon**, President of the Île-de-France Region
- **Laurence Tubiana**, Director of the Sciences Po Sustainable Development Center and of IDDRI

9:15 – 11:15 **FIRST SESSION**

EMERGENCE OF THE ECOLOGICAL DEBT CONCEPT

With the concept of ecological debt used ever more frequently, it is necessary to take a look at the history behind it and at its different definitions. In the first session we will therefore lay the groundwork for the debate by providing a few key historic and theoretical elements about the emergence of the ecological debt concept, as well as some criticism.

- **Jean Gadrey**, Professor (University Lille-1, France)
- **Olivier Godard**, Professor (École Polytechnique, France)

Presentations followed by a round table discussion with:

- **Andrew Simms**, Author, Campaigner and Fellow (The New Economics Foundation, United Kingdom)
- **Leida Rijnhout**, Executive Director (ANPED-The Northern Alliance for Sustainability, Belgium)

Chairman: **Antoine de Ravignan** (Deputy editor-in-chief of *Alternatives internationales* and journalist at *Alternatives économiques*)

11:15 – 11:35 Coffee Break

11:35 – 13:00 **SECOND SESSION**

OPERATIONALITY OF THE CONCEPT OF ECOLOGICAL DEBT

In the second session we will address questions regarding the operationality of ecological debt. Has the concept already been applied? Is it applicable economically? Do the necessary tools to measure and assess its implementation exist in economic theory? And, is it compatible with the economy?

- **Olivier Deleuze**, member of the Belgium federal government from 1999 to 2003 and European Deputy (Belgium)
- **Esperanza Martinez**, Coordinator (Oilwatch South America), member (Acción Ecológica) (Ecuador)
- **Michel Rocard**, Ex-French Prime Minister, French ambassador for International Negotiations on the Arctic and the Antarctica (France)
- **Laurence Tubiana**, Director of the Sciences Po Sustainable Development Center and IDDRI (France)

Moderator: **Laurence Caramel** (Journalist, *Le Monde*)

13:00 – 14:30 Lunch (offered by the Île-de-France Region)

14:30 – 16:00 **THIRD SESSION**

PARALLEL WORKSHOPS (SEE DETAILS ON PAGE 3)

16:00 – 16:30 Coffee Break

16:30 – 18:00 **FOURTH SESSION**

FINAL ROUND TABLE

On the basis of the day's debates, representatives of the main political groups of the Île-de-France Region will discuss the advantages of including the concept of ecological debt in their policies.

- **Marie-Pierre Badré**, Regional councillor groupe Majorité présidentielle at the Regional council of Île-de-France
- **Guillaume Balas**, Head of the Parti socialiste group at the Regional council of Île-de-France
- **Cécile Duflot**, Head of the Europe Écologie Les Verts group at the Regional council of Île-de-France
- **Gabriel Massou**, Head of the Front de Gauche group at the Regional council of Île-de-France

Chairman: **Ruth Stegassi** (journalist, France Culture)

18:00 – 18:15 **CONCLUSION**

- **Philippe Kaltenbach**, Vice-President for International and European Affairs of the Île-de-France Region and senator of the Hauts-de-Seine

18:15 **CLOSING COCKTAIL**

WORKSHOP 1: **ECOLOGICAL DEBT AS A TOOL FOR ENVIRONMENTAL JUSTICE?**

During this workshop, ecological debt will be discussed through the prism of environmental justice and solutions and policies suggested for reducing environmental injustices between regions or among populations in one region.

- **Eloi Laurent**, Senior economist and scientific advisor (OFCE), Professor (MPA of Sciences Po and Stanford University) (France)
- **William Bourdon**, Lawyer, founding President (Sherpa NGO, France)
- **Thierry Ngosso**, PhD student (University catholique of Louvain, Belgium)

Chairman: Jacques Picard, Île-de-France Regional councillor

Workshop in French

WORKSHOP 2: **SOUTHERN COUNTRIES AND ECOLOGICAL DEBT**

Does ecological debt only concern North-South relations, or also those between emerging and developing countries, or even domestic situations within developing countries? This workshop will focus on whether ecological debt is a relevant tool for going beyond North-South relations and integrating South-South relations, particularly with regard to extending natural resource extraction policies in developing countries created by emerging countries.

- **Kathryn Hochstetler**, Professor (Balsillie School of International Affairs, University of Waterloo, Canada)
- **Jose Augusto Padua**, Professor of Environmental History, Dr. in Political Sciences, (Federal University of Rio de Janeiro, Brazil)
- **Leida Rijnhout**, Executive Director (ANPED-The Northern Alliance for Sustainability, Belgium)

Chairman: Grégoire Chertock, Île-de-France Regional councillor

Workshop in English

WORKSHOP 3: **INTERGENERATIONAL DEBT**

The issue of intergenerational debt is becoming crucial both within countries and between countries. To what extent can the concept of ecological debt modify development practices and foster better consideration of the needs of all?

- **Andrew Simms**, Author, Campaigner and Fellow (The New Economics Foundation, United Kingdom)
- **Olivier Deleuze**, member of the Belgium federal government from 1999 to 2003 and European Deputy (Belgium)
- **Daniel Joutard**, Founder and manager (Ainy, France)
- **José Gaillou**, Regional councillor of Guyana, founder member of the French Guyana Regional Natural Park and of the French Guyana Amazonian Park (France)

Chairman: Roberto Romero, Île-de-France Regional councillor

Workshop in English with simultaneous translation

WORKSHOP 4: **DEBT AND OFFICIAL DEVELOPMENT AID**

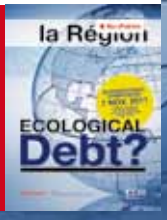
Sustainable development and the global public goods approach have redefined official development aid. In addition, the credit crunch in less advanced countries has been partially taken into account by major investors. To what extent is ecological debt a means to pursue such reform of official development aid?

- **Denis Loyer**, former climate counsellor at the French Development Agency (AFD, France)
- **Luc Mukendi**, Coordinator (CADTM, Congo)
- **Pape Ahmet Keita**, President of the Environmental Commission of Regional Council of Dakar (Senegal)

Chairman: Clément Ortega-Pelletier, Île-de-France Regional councillor

Workshop in French

Registration online
on IDDRI website
www.iddri.org



BIOGRAPHIES

Marie-Pierre Badré is a regional councillor for Île-de-France (Presidential Majority group) and has been deputy mayor for Couilly-Pont-Aux-Dames since 2008. She sits on the Commission for Youth, Citizenship and Community Life and the Commission for International and European Affairs. She is also a member of the Île-de-France Regional Observatory for Waste.

Guillaume Balas teaches history and geography in Enghien (Val d'Oise). He was branch secretary for the Socialist Party in the 11th district in Paris from 2000 to 2005, and has been Regional Councillor since 2004. Guillaume Balas was elected President of the Socialist Party group on the Ile-de-France Regional Council in March 2010, following the victory of the Socialist Party lists headed by Jean-Paul Huchon in the regional elections.

William Bourdon, French Lawyer Member of the Paris Bar since 1980, deals primarily with Human Rights, Business Criminal Law, International Public Law, International Criminal Law, Business Law, Media Law with a specialization in the press and cinema industries, and Globalization issues. From 1995 to 2000, William Bourdon was Secretary-General of the Fédération internationale des droits de l'Homme (Human Rights International Federation). In 2001, he founded the SHERPA Association, which gathers experts in various fields of international law in order to devise the methods and processes required in order to bring international financial and environmental criminals to justice, as well as to secure reparation for their victims. He has been invited as Key Speaker in many international conferences and wrote several articles and books on the topics of Human rights, International Justice (including *La Cour pénale internationale, Le Statut de Rome - International Criminal Court, The Rome Statute* in 2000), Business Criminal Law and Globalization issues. His latest book is entitled *Face aux crimes du marché – Quelles armes juridiques pour les citoyens?* (*Facing Economic crimes – What legal tools for citizens?*) (2009).

Olivier Deleuze is an agricultural engineer and graduate of the Université catholique de Louvain (Belgium). He worked for various non-governmental organisations (Inter-Environnement Bruxelles, Atelier de Recherches et d'Actions Urbaines, Collectif d'Échanges pour la Technologie Appropriée) before being elected to the Belgian House of Representatives for several successive terms. Olivier Deleuze was Executive Director of Greenpeace Belgium between 1989 and 1995 and President of Greenpeace France. He has also worked as a project engineer for air depollution in the private sector. From 1999 to 2003, he served as Member of the Belgian Government and State Secretary for Energy and Sustainable Development. He then became a director at the United Nations Environment Programme until 2010, when he was re-elected to the House of Representatives as leader of the ECOLO parliamentary group.

Cécile Duflot is the 36-year-old leader of the political party « Europe Ecologie – Les Verts ». Professionaly, she is a town planner. She is a graduate of « l'ESSEC » and has a post-graduate diploma in geography. Spokeswoman of the French Green party from January 2005, she was elected as Secretary of the Party in 2006 then renewed in 2008 and 2011. Within the Green party, she has worked in order to open the party to newcomers and gather largely the ecologists. This successful strategy led to the setting up of « Europe Ecologie – Les Verts » in 2010. Cécile Duflot led the EELV list to the regional elections of 2010 in the Parisian region, and since then chairs the group of the 51 elected representatives of her list within the regional assembly.

Jean Gadrey is Emeritus Professor of Economics at the University Lille 1. His main field of research has been the socio-economics of services and the service industry, a subject on which he has published some twenty books translated into several languages. In recent years, he has focused on some new areas: inequalities, the subject of an essay published in 2006, and the 'new indicators of well-being and development', which is the title of a book published in 2005 (ed. La Découverte) and re-edited in 2007 (with Florence Jany-Catrice). His latest book is *Adieu à la croissance* (eds Les Petits Matins/Alternatives Economiques, 2010). From 2008-2009, he took part in the Stiglitz-Sen Interna-

tional Commission tasked with measuring economic, social and environmental progress.
He works closely with *Alternatives Économiques*, a monthly magazine that hosts his blog on their website.

José Gaillou is the former President of the French Guiana Regional Natural Park and former co-chair of the Steering Committee for the Mission to create the French Guiana Amazonian Park. He put in place the Agenda 21 for the Region, the Regional Energy Plan, the Regional Research and Higher Education Plan, the Regional Plan for Disposal of Hazardous Waste, the local development strategy. He is Knight of the National Order of Merit, regional councillor for French Guiana, regional secretary of Guyane Écologie, and was 2nd Vice-President of the Region from 2004 to 2010.

Olivier Godard is senior researcher with the French CNRS (beginning 1979), and lecturer at Ecole Polytechnique - ParisTech (Paris) (beginning 1998) and University Paris-Dauphine (beginning 2010) in master courses linked to environmental economics and collective action. Beginning in 1973 a research activity devoted to the study of the interrelationship between environment and development, he first collaborated with the CIRED, a joint unit of CNRS and EHESS, in Paris, from 1973 to 1998, which he left for the Laboratoire d'économétrie, a joint unit of CNRS and École polytechnique, where he is still working. His recent fields of research include the theory of sustainable development, features and principles of public decision-making under uncertainty and controversies, the precautionary principle (environmental issues, food safety), scientific expertise under uncertainty, economic instruments for environmental policies (taxation and tradable permits), public processes and orders of justification in the environmental field, and intergenerational and international justice in the context of climate change.

Kathryn **Hochstetler** is CIGI Chair of Governance in the Americas at the Balsillie School of International Affairs and Professor of Political Science at the University Waterloo. She has published a number of works on environmental politics, civil society, and democracy in Brazil, United Nations conferences, and Mercosur. Her most recent book is the prize-winning *Greening Brazil: Environmental Activism in State and Society* (Duke University Press, 2007, with Margaret Keck). She has received a grant from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada for a three-year study of the participation of Brazil and South Africa in the global climate regime - as well as their efforts to implement the agreements at home through their new energy projects.

Jean-Paul Huchon has been President of the Île-de-France Regional Council since 1998. A graduate of the Paris Institut d'études politiques and a former student of the École nationale d'administration, he now serves as a senior civil servant in the Budget Directorate of the French Ministry of Finance. In 1981, he was appointed Chief of Staff for Michel Rocard at the Ministry of Planning (1981-1983), at the Ministry of Agriculture (1983-1985) and Matignon (1988-1991). From 1985 to 1986, he was Managing Director of the Caisse national du Crédit Agricole, then Adviser to the President. From 1992 to 1994, he was Managing Director and the Adviser to the President of Pinault Printemps. A Socialist Party member, he was Mayor of Conflans-Sainte-Honorine from 1994 to 2001. Re-elected in March 2010, he has been the President of the Île-de-France Regional Council since 1998. He has been President of the Île-de-France Transport Union since 2006, and President of Métropolis since 2006. The books he has authored include *Jours tranquilles à Matignon*, *Ceux qui aiment ne peuvent perdre* and *De Battre ma gauche s'est arrêtée.*

Daniel Joutard split his time for eight years between Latin America, where he worked with indigenous peoples through development projects, and Paris, where he started on a career as strategy consultant after graduating from the ESSEC business school. He was deeply impressed by the modernity of the knowledge and culture of the peoples he worked with. In 2006, Daniel Joutard created AÏNY, within which he has developed an innovative approach to access to biodiversity and

traditional knowledge. He is working closely with the Peruvian administration and ONGs to prepare alternatives to bio-piracy.

Philippe Kaltenbach is Vice-President for International and European Affairs for the Île-de-France Region (2010), Senator for Hauts-de-Seine (2011) and Mayor of Clamart (2001). During his career, he served successively as: parliamentary aide to Philippe Bassine; MP for Les Hauts-de-Seine (1990-1992); special adviser to the Office of Emile Zuccarelli, Minister for Posts and Telecommunications (1992-1993); assistant to former minister, Jean Poperen (1994-1996); Administrator at the National Employment Agency (General Manager of Human Resources in 1997); special adviser to the General Delegation for Employment (2000). His elected offices include Vice-President of the Association des Maires des Hauts-de-Seine and President of the Communauté d'agglomération Sud de Seine (January 2005) grouping together the municipalities of Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses and Malakoff.

Papa Ameth Keita is a spatial planning expert, holding a post-graduate degree in Spatial Planning, Decentralisation and Territorial Development. Since 2001, he has been working on urban projects. He has notably worked on various studies concerning land restructuring and regulation, for example in the traditional village of Ouakam, Grand Médine, Tivaouane, Pikine Irrégulier Sud and on the flood mitigation project in Djiddah Thiaroye Kao in Senegal. He has taken part in various seminars and training workshops on urbanism, notably restructuring and squatter districts in Senegal, Cameroon and Switzerland. He is currently deputy director of the Dakar-based engineering firm, Ingesahel. Mr Keita is Deputy Mayor of Guédiawaye, where he works on inter-municipal infrastructure projects. A Regional Councillor since 2009, he chairs the Commission on environment, spatial planning, domains, urbanism and habitat.

Éloi Laurent is a senior economist and scientific adviser at the OFCE (Sciences-Po's centre for economic research). He heads the Multi-Level Economic Governance programme for the Master in Public Affairs at Science-Po, and also teaches at Stanford University (Bing Overseas Studies) and at the Collège des hautes études européennes (La Sorbonne). He was parliamentary aide in the French National Assembly (1999-2000), then aide for the office of the French prime minister (2000-2002). He

has been a visiting scholar at NYU (2003), Columbia University (2002, 2004 and 2007) and the Center for European studies at Harvard University (2005-2006 and 2008-2009), and a visiting professor at Montreal (2010) and Stanford (2011) universities. He holds a Ph.D. in economics and graduated from Dauphine University and Sciences-Po (*summa cum laude*). He co-authored with Jean-Paul Fitoussi *La Nouvelle écologie politique* (Le Seuil, collection La République des idées, 2008), is author of *Social-écologie* (Flammarion, 2011) and head of the Economics of Sustainable Development department at OFCE (2011).

Denis Loyer, an agricultural and halieutic engineer, worked for 30 years at the Agence française de développement (AFD) in Africa, Madagascar and the Caribbean. He then set up AFD's Environment and Natural Resources Division in 2002. In this position, he developed the first AFD partnerships with French and international NGOs, before becoming the Deputy Director of AFD's Technical Operations in 2007, and then climate adviser to AFD's General Management in 2010. Denis Loyer has worked intensively to develop AFD commitments to combat climate change. He has been actively involved in the French climate negotiating team headed by Ambassador Brice Lalonde. Denis Loyer is president of ATIBT (International Technical Tropical Timber Association) and teaches at the Paris School of International Affairs (PSIA, Sciences-Po).

Esperanza Martinez trained as a biologist and holds a Master's in Environmental Auditing. She is the former president and founder of Acción Ecológica and the Oilwatch network. Currently, she is co-ordinator of the 'Amazonian Por la vida campaign' (Amazon for Life), which notably leads the 'El Yasuni depende de ti ' (Yasuni depends on you) project. Esperanza Martinez also co-ordinates Oilwatch South America, which encourages other Amazonian countries to properly manage their natural resources, particularly their subsoil and oil resources. She has also supported the court case against Texaco in Ecuador, and worked with the Yasuni initiative since it began. Esperanza Martinez is an activist for the rights of nature.

Gabriel Massou is the President of the group Front de Gauche, Parti communiste français, Gauche unitaire and Alternative citoyenne on the Regional Council for the Île-de-France. After preparing entry to the *grandes écoles* in Vierzon (Cher) between 1969-1971, he was admitted into the École normale supérieure of Cachan in 1971, where he obtained a Master's and aggregation in mechanics. He joined the French Communist Party in 1972. Appointed in 1975 to Vauban Technical High School in Courbevoie, he became head of the local PCF in 1976 and was elected town councillor in 1978. He was then elected town councillor on the opposition bench in Villeneuve-la-Garenne. He taught mechanics at Jean-Jaurès High School in Argenteuil. In 1998, he was elected regional councillor for Île-de-France. A member of the Communist group, he chaired the transport committee from 1998 to 2004. He was re-elected regional councillor in the 2004 regional elections, on the 'Gauche populaire et citoyenne' list, and elected president of the Communist group, Alternative citoyenne, Républicain and Parti de gauche (CACRPG). Re-elected in the 2010 regional elections on the 'Ensemble pour une région solidaire, écologique et citoyenne' list, he was elected president of the Front de gauche, Parti communiste français, Gauche unitaire and Alternative citoyenne. He is also President of the ad hoc Committee monitoring the Grand Paris project and Vice-President for international business on the Regional Tourist Board.

Luc Mukendi trained as a civil engineer at the University of Lubumbashi (DRC), and currently works in two higher technical institutes in the city of Lubumbashi. He is an activist in the anti-globalisation movement and the NGO, Committee for the Abolition of Third World Debt (CADTM Belgium). He has been a speaker at various World Social Forums (Nairobi, 2007; Brazil, 2009; Dakar; 2011), at the CADTM's international seminar at the Belgian Senate, at the Peoples' Forum in Mali (a counterpoint to the G8 and G20), at the EURODAD (European Network on Debt and Development) conference in Barcelona, and the Congolese social forum. He contributed to the book *Carnet de voyage dans la planète altermondialiste*, which recounts experiences of participants from Nairobi in Kenya, Dakar, Belém in Brazil, etc. He has also written and co-authored various articles (www. Cadtm.org).

Thierry Ngosso studied philosophy and human rights at the Université catholique d'Afrique centrale (UCAC) and the Université de Yaoundé I, where he graduated in 2009 with DEA post-graduate degree in Moral and Political Philosophy. He is preparing a thesis on business ethics with special focus on corporate social responsibility at the Université catholique de Louvain, co-supervised by Professors Axel Gosseries (UCL) and Ernest Mbonda (UCAC). As part of his research, he is investigating the place of economic efficiency in the theories of justice, the relevance of ethics in economic competition, corporate neutrality or managing cultural diversity in companies, as well as the multinationals' responsibility with respect to specific rights such as the right to food, to health or to development.

José Augusto Pádua is Professor of Brazilian Environmental History at the Institute of History, Federal University of Rio de Janeiro, where he also co-ordinates the Laboratory of History and Ecology. Since 2011, he is President of the Brazilian Association of Graduate Studies on Environment and Society (ANPPAS). From 1997 to 2005, he was one of the organizers of the project "Sustainable and Democratic Brazil" and from 1991 to 1996 was Coordinator of the Forests/Biodiversity Campaign of Greenpeace Latin America. As a specialist on Environmental History and Politics, he gave talks, courses and participated in field works in more then 38 countries. His most recent book, in association with John McNeill and Mahesh Rangarajan, is *Environmental History: As If Nature Existed* (Oxford University Press, 2010).

Leida Rijnhout is social anthropologist and has more than 25 years of experience in international cooperation and Sustainable Development. Both fieldwork in Latin America and policy work at national and international level. As Executive Director of ANPED (Northern Alliance for Sustainability) she follows the UN Commission for Sustainable Development, the preparings of the Rio+20 Summit and UNEP, as Organising Partner of the major group NGOs. She is active in networks that stress the recognition of ecological debt and environmental justice and in post growth debates. She is autodidact in ecological economics.

BIOGRAPHIES

Michel Rocard graduated from the École nationale d'administration (ENA) and began his political career as National Secretary of the Unified Socialist Party (PSU) (1967-1973). He has since held numerous high-level political and government functions: Minister of Agriculture (1983-1985); Prime Minister (1988-1991); General Secretary of the Socialist Party (1993-1994). He has been elected European MP several times. Since 1st April 2009, he is the French ambassador for international negotiations on the Arctic and the Antarctic.

Andrew Simms is an author, campaigner and Fellow of NEF (the New Economics Foundation) where he was their policy director and head of the climate change and energy programme for a decade. He was described by *New Scientist* magazine as 'a master at joined up progressive thinking,' and was a co-author of the *Green New Deal,* founder of the onehundredmonths.org climate campaign and initiated NEF**'s** *Great Transition* programme of work. Andrew is on the board of Greenpeace UK and was one of the original organisers of the Jubilee 2000 Coalition debt relief campaign. He is author of the books: *Ecological Debt: Global Warming and the Wealth of Nations (2005)*; Tescopoly (2007) *Do Good Lives Have to Cost the Earth?* (2008); *The New Economics: A Bigger Picture* (2009) and *Eminent Corporations: The Rise and Fall of the Great British Corporation (2010).* Andrew is currently working on a new book due out in 2012 called *Cancel the Apocalypse*.

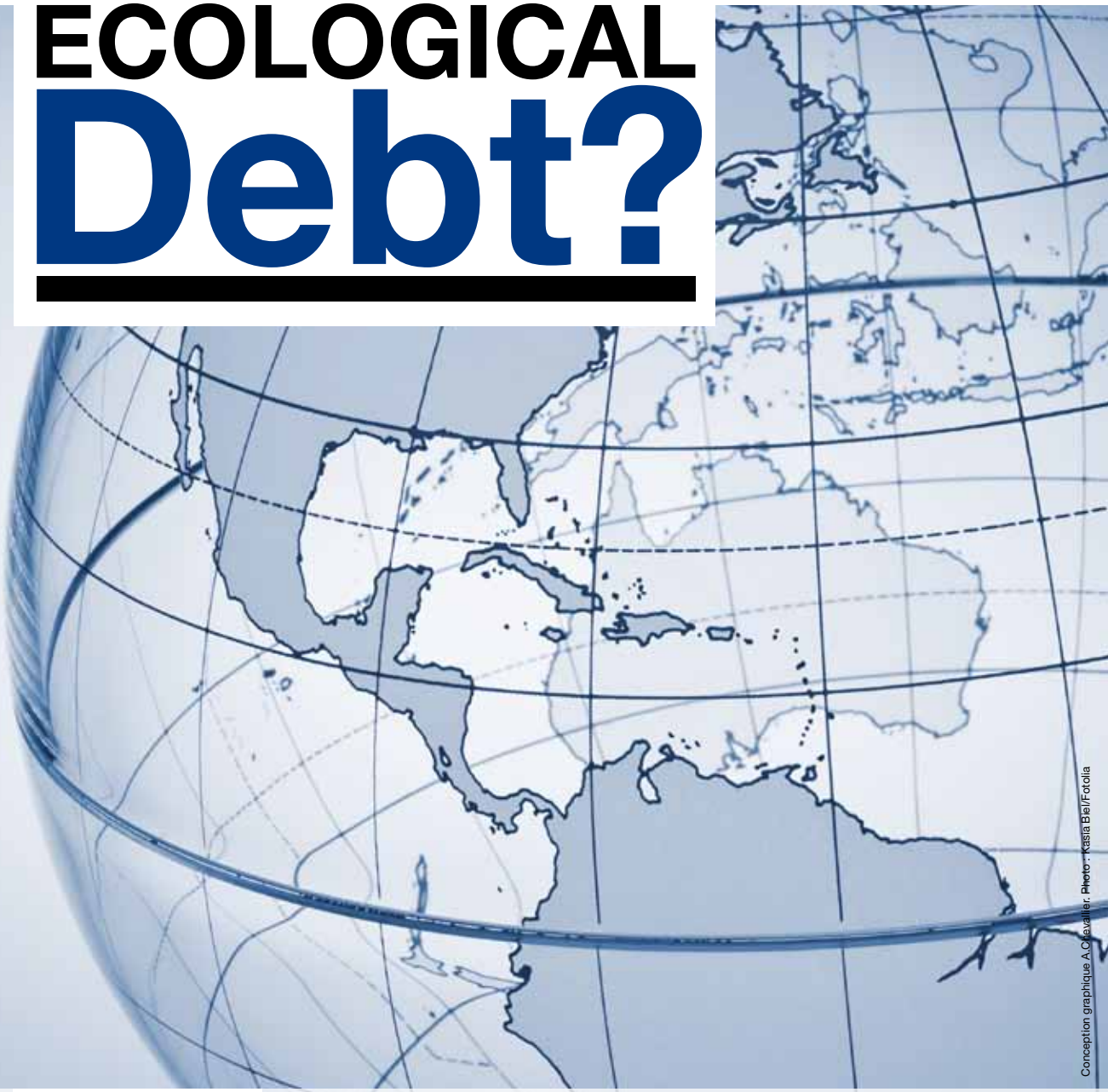
Laurence Tubiana is founder of the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI) in Paris. She follows and participates in the international negotiations on climate change, in which IDDRI is highly involved. She is also professor and director of the Sustainable Development Center at Sciences Po Paris. From May 2009 to May 2010, Laurence Tubiana was asked to set up the new direction of Global Publics Goods of the French Ministry of Foreign and European Affairs. She is member of several scientific boards of main research institutions such as the French agricultural Research Centre for International Development (CIRAD), the India Council for Sustainable Development and the China Council for International Cooperation on Environment and Development. From 1997 to 2002, Laurence Tubiana served as senior advisor to the Prime Minister, Lionel Jospin, on environmental issues and conducted a number of international negotiations on this subject. She was also member of the French Council of Economic Analysis and research director for the French National Institute for Agricultural Research (INRA). Since 2007, she has co-directed the publication of the annual review Sustainable Development in Action – *A Planet for Life.*

Crédits : Eloi Laurent : Photo Philippe Matsas © Flammarion ; Laurence Tubiana : © Peter Allan / Interlinks Image

IDDRI SciencesPo.

SciencesPo. | Chaire Développement durable

ECOLOGICAL Debt?



Conception graphique A.Chavallier. Photo : Kasia Biel/Fotolia

île de France

Conseil régional d'Ile-de-France
35, boulevard des Inavalides 75007 paris
Tél 01 53 85 53 08 / www.iledefrance.fr

IN PARTNERSHIP WITH

Alternatives Economiques

Le Monde

territoires — Le mensuel de la démocratie locale

france culture